

**Comité :** OMC 2

**Problématique :** Qui devrait établir les règles du commerce et comment ?

**Nom des présidents :** Adea Binaku, María Tajada Lostao, Paul Victor

# *Qui devrait établir les règles du commerce et comment ?*

## 1. Introduction

Aujourd'hui, en plus de pouvoir se procurer des produits du monde entier sur Internet, on peut trouver dans la plupart des supermarchés des rayons entiers avec des produits provenant de nombreuses régions du monde. Cela est possible grâce à la mondialisation, qui a rendu les relations entre les Etats beaucoup plus étroites. L'un des aspects les plus importants de ce processus est sans doute le commerce international. Dans le climat actuel, les entreprises ont la possibilité de vendre leurs produits presque partout dans le monde. Cela crée une concurrence entre les entreprises internationales et locales car la plupart du temps les produits issus des entreprises internationales sont plus accessibles pour la population. C'est pourquoi certains États ou organismes (tels que l'Union Européenne) mettent en place des mesures qui favorisent leurs propres entités. Toutefois, ces dispositifs peuvent créer des conflits entre les pays. Mais, comment éviter cela? Pouvons-nous réglementer le commerce? Qui devrait le faire, et comment?

### a. Mots-clés

**Commerce:** le commerce se réfère à l'échange de biens, de services ou de quelque chose de valeur, entre des entreprises ou des entités. Généralement les Etats vont gérer le commerce afin de créer des emplois et produire des biens et services bénéfiques.

**Commerce international:** cela fait référence aux échanges de biens et de services entre des différents pays. Ce type de commerce permet aux consommateurs l'accès à des biens et services qui ne sont pas disponibles dans leur propre pays, ou qui seraient plus chers au niveau national. Néanmoins, le commerce international peut désavantager les petits pays sur la scène mondiale.

**OMC (Organisation Mondiale du Commerce):** l'OMC est une organisation internationale créée en 1995, elle n'est pas une institution spécialisée des Nations Unis, mais les deux organismes entretiennent des relations solides. L'OMC est la seule organisation s'occupant des règles du commerce internationale, elle sert comme plateforme aux gouvernements pour négocier des accords commerciaux. Parfois, elle peut agir en tant que modérateur entre les Etats.

**Obstacle au commerce:** ce sont des mesures prises par un Etat qui vont restreindre le commerce internationale pour protéger les entreprises nationales. Ces mesures peuvent être financières comme les tarifs (taxe perçue sur les importations) ou les subventions (aide financière de la part d'un gouvernement à une entreprise locale). Mais, les obstacles peuvent aussi se présenter sous la forme de lois ou de règlements de nature protectionniste.

**Réglementation:** c'est un ensemble de règles, de lois qui régissent une activité. Les règles internationales se regroupent dans des textes, tels que des accords, qui doivent être ratifiés par les Etats. De plus, les règles internationales doivent être rédigée dans le respect de la souveraineté de chaque pays.

**Avantage comparatif:** c'est une théorie économique d'après laquelle, chaque Etat pourrait accroître sa richesse en se spécialisant dans la production pour laquelle il est le plus productif en comparaison avec le reste des pays. Les obstacles au commerce sont critiqués en partie car ils empêchent les pays d'exploiter les bénéfices de ce modèle. ([avantage comparatif](#))

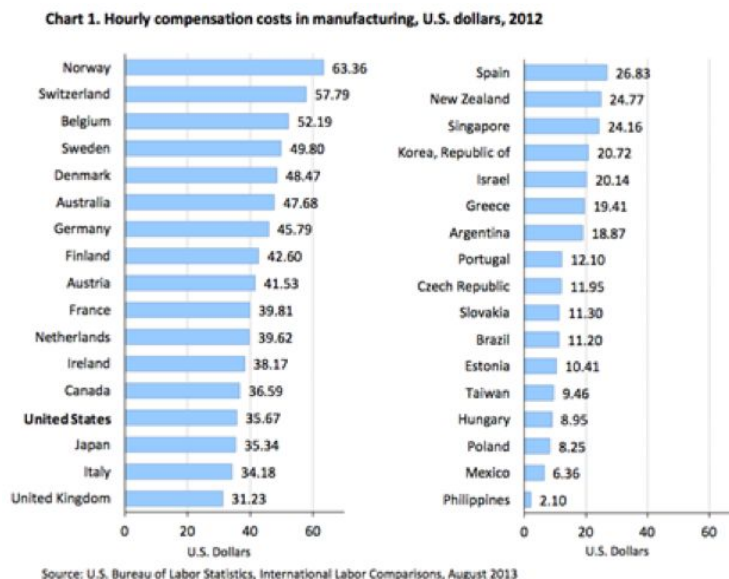
## 2. Aperçu du problème

### a. Récapitulatif et origine de l'histoire de la problématique

#### i. Début

Depuis le début des années 1990, de nombreux employés dans des pays développés perdent leurs emplois, car les compagnies pour lesquelles ils travaillent décident de déplacer leur production vers des pays où la main d'œuvre coûte moins cher, afin de tirer plus de bénéfices. De plus, afin de pouvoir garder des prix les plus bas possibles, ces entreprises, exploitent leurs employés en les faisant travailler dans des conditions de travail dangereuses et en leurs imposant des temps de travail très longs, violant ainsi les lois internationales du travail.

#### Coûts de rémunération horaire dans la fabrication, en dollars US, en 2012



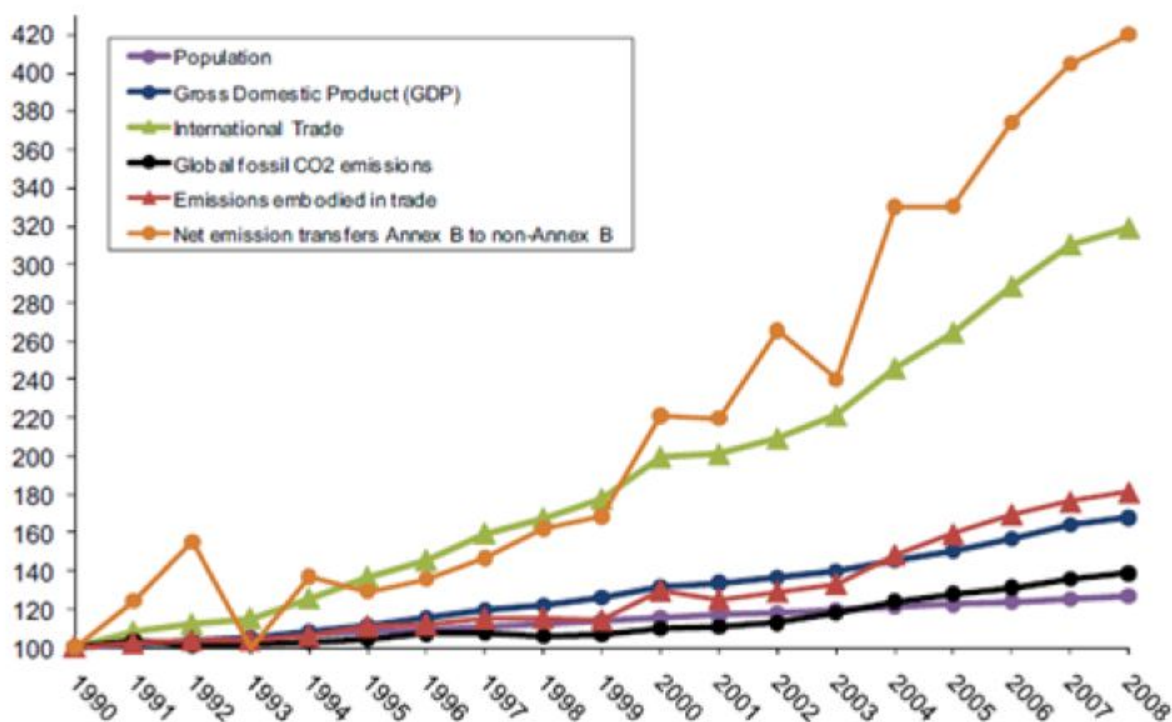
## i. Aujourd'hui

De nos jours, même si ces problèmes d'exportation de la production des entreprises et d'exploitation subsistent, ils se sont un peu réduits, certains pays préférant protéger leurs entreprises nationales. Ces pays maintiennent des obstacles au commerce, des politiques conçues pour restreindre le commerce international. Les tarifs, les quotas et les subventions sont tous des exemples de ces obstacles au commerce. En effet, des pays comme le Japon, les États-Unis ou encore la plupart des pays de l'Union Européenne par exemple, subventionnent fortement leurs agriculteurs, afin de protéger les industries agricoles nationales, ce qui rend impossible une concurrence de la part d'autres pays, sur ces mêmes produits. Tous ces problèmes causent même parfois des oppositions entre différents pays, comme nous le reverrons dans le rapport. Mais ce n'est pas tout, de nos jours, un autre gros problème se pose, la pollution. En effet, la production et le transport des biens destinés au commerce sont fortement polluants, et participent à l'accélération du réchauffement climatique et de la déforestation, qui représentent deux problèmes majeurs de notre société.

## b. Impacts divers

### i. Environnementaux

#### Les activités les plus polluantes entre 1990 et 2008



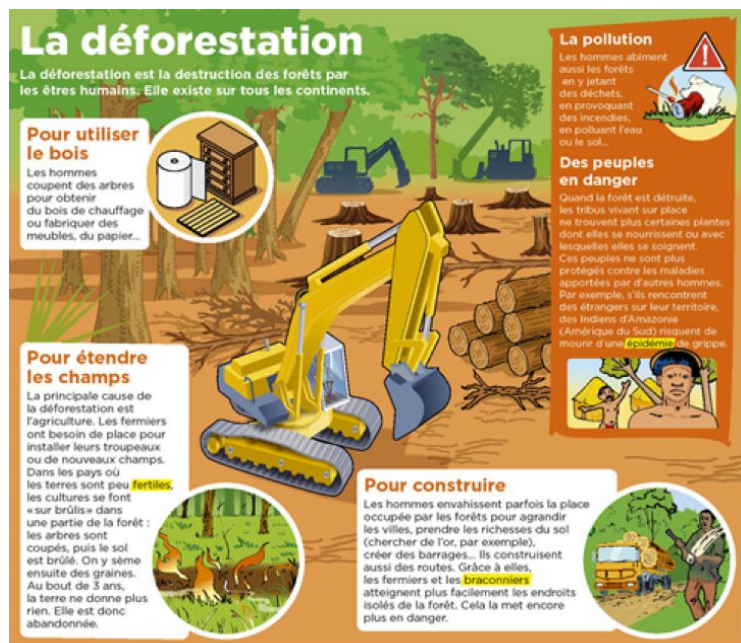
Source : Croissance des transferts d'émissions via le commerce international de 1990 à 2008, PNAS, 2008

Le commerce peut épuiser les ressources naturelles. Pour produire des biens, les entreprises, les personnes et les pays doivent utiliser des ressources naturelles, mais celles-ci s'épuisent et nuisent à l'environnement. Par exemple, les agriculteurs peuvent abattre des forêts tropicales pour faire de la place à des terres agricoles s'ils savent qu'ils peuvent obtenir des prix élevés pour leurs produits sur le marché international. De plus, la production et le transport de la marchandise d'un pays à un autre sont deux activités extrêmement polluantes, en raison de la quantité de CO<sub>2</sub> qu'elles relâchent dans l'atmosphère.

## c. Les principales victimes

### i. Qui sont-elles, et que vivent-elles ?

Les principales victimes du commerce sont les entreprises nationales indépendantes, qui sont de plus en plus nombreuses à faire faillite, terrassées par la puissance des grandes entreprises internationales, mais ce ne sont pas les seules. En effet, les êtres vivants aussi sont des victimes du commerce, car, à cause, de la pollution causée par la production et le transport des biens destinés au commerce, cela accélère le réchauffement climatique, qui représente un grand danger pour notre planète et ses habitants, et qui ne fait qu'empirer, mais cela accélère aussi la déforestation, pour des raisons de matière première, ainsi que pour disposer de plus de place afin de produire des matières premières. La déforestation représente de graves problèmes pour les animaux sauvages, notamment ceux qui sont déjà en voie d'extinction, mais aussi pour certains groupes de personnes ou de très vieilles tribus qui vivent dans ces forêts depuis très longtemps, et qui perdent leur habitat.



Source : [Le petit Quotidien](#),

30/08/2019

## **d. Problème central et conséquence**

Comme nous avons pu le voir dans les précédents points de ce rapport, le réel problème est en réalité un certain manque de règles en ce qui concerne le commerce international. En effet, même si un bon nombre de règles ont été mises en place par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), il demeure cependant toujours un fossé dans ces règles, car presque toutes les règles fondamentales votées par les Etats membres de l'OMC concernent uniquement la liberté et la fluidité du commerce ainsi que l'intégration des pays en développement, et non pas les effets négatifs de celui-ci sur notre société, et pourtant ceux-ci représentent des problèmes majeurs. Comme nous avons pu le voir plus tôt dans ce rapport, les effets négatifs du commerce sur notre société sont très néfastes et sont les suivants : l'exploitation des salariés dans des pays avec une main d'œuvre peu chère, des conflits dus à des oppositions entre différents pays ainsi qu'un fort taux de pollution engendré par certains aspects du commerce. De plus, comme nous avons aussi pu le voir dans ce rapport, ces effets négatifs du commerce ont des conséquences désastreuses sur notre planète, à savoir le réchauffement climatique, la déforestation et l'extinction de certains animaux sauvages entre autres.

## **e. Et si nous réussissions à régler ce problème ?**

Si les problèmes engendrés par le commerce étaient résolus, si nous trouvions quelqu'un pour établir les règles du marché, alors, nous pourrions observer différents changements positifs. Tout d'abord, les salariés ne seraient plus exploités, ils seraient tous payés au juste prix de leurs efforts, et ne risqueraient plus leurs vies en allant travailler dans des conditions de travail dangereuses. Ensuite, un certain nombre de conflits seraient résolus, et n'auraient plus lieu d'être, car les règles seraient les mêmes pour tous les pays. Et enfin, peut-être que nous parviendrions à ralentir le réchauffement climatique, et à stopper la déforestation, et par la même occasion, nous pourrions peut-être sauver certaines tribus ou certaines espèces animales menacées par la déforestation.

## **3. Etudes de cas :**

### **a. Le différend entre le Mexique et les États-Unis dû au label "dolphin-safe"**

Certains pêcheurs de thon mexicains capturent ce poisson d'une manière qui nuit aux dauphins, appelée "chasing and netting" ("chasse et filet"), en grande partie parce que leurs eaux de pêche sont le seul endroit au monde où les dauphins nagent au-dessus du thon. Les États-Unis offrent un label "dolphin-safe" ("sans danger pour les dauphins") aux vendeurs de thon et ne permettra pas de le placer sur des emballages de thons qui ont été pêchés par l'utilisation de la méthode "chasing and netting". Le Mexique a fait valoir à l'OMC que la

pratique américaine était discriminatoire à l'égard des pêcheurs Mexicains: il deviendra plus difficile pour eux de vendre leur produit aux États-Unis que pour les entreprises américaines ou celles des autres pays. L'OMC a accepté.

L'OMC a déclaré: "En excluant la plupart des produits de thon mexicain de l'accès au label 'Dolphin Safe' tout en accordant cet accès à la plupart des produits de thon provenant des États-Unis et d'autres pays, la mesure modifie les conditions de concurrence sur le marché américain au détriment des produits de thon mexicain."

Mark Palmer, directeur associé du Earth Island Institute, un groupe environnemental, n'était pas d'accord, déclarant: «La raison pour laquelle le Mexique a été singularisé est parce qu'il a refusé de faire ce que tout le monde fait, c'est-à-dire du poisson 'dolphin-safe'. »

## **b. La plainte des États-Unis contre l'Europe quant à la distribution de produits alimentaires génétiquement modifiés**

L'Union européenne refuse d'importer des produits alimentaires génétiquement modifiés, tels que le soja, en raison de préoccupations concernant ses effets possibles sur la santé, bien que les producteurs insistent sur leur innocuité (=qualité qui n'est pas nuisible). En 2003, les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont déposé une plainte auprès de l'Organisation Mondiale du Commerce. L'Organe de règlement des différends de l'OMC a décidé que l'UE utilisait l'interdiction comme politique protectionniste et s'est prononcé en faveur des pays producteurs de soja.

Le différend s'est poursuivi au cours des années qui ont suivi, aucune des deux parties n'ayant cédé du terrain ni déclenché une guerre commerciale (une série de sanctions de va-et-vient). Depuis, l'UE a commencé à autoriser un nombre limité de cultures génétiquement modifiées sur ses marchés, et les États-Unis se sont concentrés sur l'approbation de plus de cultures. Le Canada et l'UE ont conclu un accord en 2009. La controverse fait partie des négociations sur un accord de libre-échange entre les États-Unis et l'UE.

## **c. Gouvernance du commerce**

L'OMC est-elle démocratique? Toute nation peut demander à adhérer et sera acceptée si elle répond aux critères établis. Les populations qui vivent dans les pays membres sont affectées par les décisions de l'OMC, bien qu'elles ne puissent pas débattre, voter, choisir leurs représentants auprès de l'OMC, ni même décider si leur pays sera membre.

D'un autre côté, les représentants à l'OMC proviennent du gouvernement de chaque pays; si le gouvernement a été élu démocratiquement, alors la population de ces pays est belle et bien représentée. De plus, tous les accords doivent être acceptés par la totalité des pays membres avant d'être mis en vigueur.

## 4. Bibliographie

### **Introduction:**

The Economics of Globalization.TG - Barriers to Trade

The Economics of Globalization.TG - Taking action: United Nations simulation on trade

### **Mots-clés:**

<https://www.investopedia.com>

<https://www.investopedia.com>

<https://www.wto.org>

<https://www.bdc.ca/fr>

The Economic of Globalization.TG - Barriers to Trade

<http://wp.unil.ch>

### **Aperçu du problème :**

The Economics of Globalization.TG – Relevant Information

<https://www.pnas.org/content/108/21/8903>

[https://www.wto.org/french/thewto\\_f/whatis\\_f/tif\\_f/fact2\\_f.htm](https://www.wto.org/french/thewto_f/whatis_f/tif_f/fact2_f.htm)

### **Études de cas:**

The Economics of Globalization.TG - World Trade Organization controverses